

## ANNABA

## Deux filles parmi les 50 harraga arrêtés

***Ils étaient une cinquantaine de harraga dont deux jeunes filles et un mineur, entassés dans deux embarcations distinctes à avoir franchi, ce dimanche, une bonne partie de la traversée les séparant des côtes sardes.***

Les deux groupes composés de 23 et 27 personnes ont embarqué de la même plage de Sidi Salem, commune d'El Bouni, dans la wilaya de Annaba, respectivement, samedi à 23 heures et dimanche à 2h30, nous fait savoir Abdelaziz Zaïdi, chef de la station maritime principale des gardes-côtes de Annaba.

Les 23 harraga constituant le premier groupe parmi lesquels se trouvaient les deux filles et le mineur, ont été interceptés dimanche à 16h30 par l'unité 360 des gardes-côtes de Annaba à 60 milles (112 km environ), dans les eaux internationales. Ils venaient de dépasser la moitié du chemin.

Le deuxième groupe, composé de 27 harraga, était en vue des côtes sardes quand il fut repéré, dimanche à 16h30, par les gardes-côtes italiens, à moins de 15 milles (28 km environ).

Ces derniers ont alerté leurs homologues de Annaba qui ont dépêché l'unité 355 pour les récupérer vers 22 h de la même journée.

Les 50 harraga viennent en majorité de Skikda (32) et le reste, soit 18, de la wilaya de Annaba, d'où sont également originaires les deux filles, âgées de 18 et 25 ans, et le mineur de 17 ans.

Auscultés par le médecin de la Protection civile, et après leur audition par les éléments de la station

maritime, les 50 harraga doivent subir, fait nouveau, les formalités d'identification par la police scientifique de la Sûreté de wilaya de Annaba.

Cette nouvelle formalité est exigée par le parquet avant présentation, en raison de fausses identités déclinées auparavant par certains des harraga.

Avec ces 50 harraga, le nombre total des interceptés, en moins de 48 heures, est effarant. Il est de l'ordre de 127 qui ont entrepris cette tentative du seul littoral de Annaba.

Cette fois-ci, il y a même deux jeunes filles de cette région qui étaient du «voyage». Un voyage au bout duquel elles espéraient échapper à leur condition de femmes dans un pays où les libertés rétrécissent d'année en année pour tout le monde et particulièrement pour elles.

A. Bouacha



Les harraga ont embarqué de la plage de Sidi-Salem.

Photo : DR

## S'ESTIMANT «EN MARGE DES PROCÉDURES PRISES À L'ÉGARD DES AUTRES SYNDICATS»

# Les psychologues renouent avec la protestation

***Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière semble se préoccuper de la situation des syndicats autonomes relevant de son secteur, à l'exception de celui du Syndicat national des psychologues (Snapsy)».***

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir)** - Ayant échoué dans ses tentatives de se faire entendre, le Snapsy a décidé de reconduire son mouvement de protestation cyclique. Le mouvement a été gelé depuis trois

semaines suite aux promesses de la tutelle de prendre en charge ses revendications. Des promesses qui tardent à se concrétiser, selon Khaled Keddad, président du syndicat. Le dossier des psychologues ne sera finalement

pas pris de sitôt en charge par le ministre de la Santé. La quarantaine de psychologues, rassemblés hier matin devant le ministère de tutelle, ont dû rentrer chez eux les mains vides. Sans toutefois les empêcher de tenir leur rassemblement, le ministre n'a pas jugé utile de les recevoir. C'est plutôt un agent de sécurité qui a informé les protestataires que leur dossier est au niveau de la Fonction publique.

Lors de leur précédent rassemblement, les psychologues ont été reçus par le secrétaire général du ministère de tutelle. Barkat ne reconnaîtrait-il pas le Snapsy ? Evitant les négociations, Barkat campe sur sa position.

«La satisfaction des revendications du Snapsy qui s'articulent principalement autour du statut particulier et leur classification à l'échelle 13 au lieu de

12 actuellement, n'est pas du ressort du ministère de la Santé mais de celui de la Fonction publique». Selon M. Keddad, le ministre ne veut pas user de son pouvoir auprès de la Fonction publique. Lassé d'être renvoyé d'un département à l'autre, le Snapsy a sollicité le Premier ministre. Mais toujours, aucune réponse. La Fonction publique semble avoir eu le dernier mot.

S. A.

## JOURNÉE DE L'ENFANT AFRICAÏN

### Deux nouveaux centres pour les enfants handicapés

«Le décret exécutif portant création de deux écoles pour handicapés mentaux et moteurs a été adopté aujourd'hui par le Conseil de gouvernement», a annoncé, hier, à Alger, Djamel Ould Abbas, ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Communauté algérienne à l'étranger.

Présent aux festivités de la Journée de l'enfant africain, célébrée à l'Ecole des jeunes aveugles d'El-Achour, le ministre a précisé qu'il s'agit d'un centre pour handicapés à Tizi-Ouzou et d'un autre à Bouira, appelé «Ferme pédagogique». Célébrée le 16 juin, la Journée de l'enfant africain a connu, cette année, la participation de tous les centres spécialisés dépendant du ministère de la Solidarité et des différentes associations s'occupant de l'enfant, venues d'Alger, de Boumerdès, de Blida, de Tipasa et de Tizi-Ouzou. Les ambassadeurs des pays africains ont également pris part à l'événement.

Le jardin du château de l'Ecole des jeunes aveugles d'El-Achour s'est transformé en un haut lieu de spectacle. Entre danses traditionnelles, chants, musique, jeux de magie et animations de clowns, les enfants ont pu apprécier un show digne de leur fête africaine.

Rym Nasri

## CONFORMITÉ ET PARACHÈVEMENT DES CONSTRUCTIONS

# L'application de la réglementation et le financement en débat

***La mise en conformité des constructions, l'application de la nouvelle réglementation et le financement des opérations d'achèvement des constructions suscitent, toujours, des questionnements pour les architectes et autres intervenants dans l'art de bâtir.***

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Réunis de nouveau hier, au Palais des Raïs à Alger, sous l'égide du Collège national des experts architectes (Cnea), ces intervenants ont soulevé le problème de l'application du décret exécutif n°09-154 du 2 mai 2009 fixant les procédures de mise en œuvre de la déclaration de mise en conformité des constructions.

Outre la non-association des architectes dans l'élaboration de la loi 08-15 du 20 juillet 2008 fixant les règles de mise en conformité des

constructions et leur achèvement, ces intervenants ont notamment posé le problème de la véracité de la déclaration exigée par le décret exécutif, des tricheries n'étant pas à écarter.

Selon certains débatants, la loi ne peut être applicable correctement, même si elle tend à prévenir le danger des constructions vulnérables et à améliorer le cadre urbain, qu'elle concerne au premier plan. D'autant que le contrôle, l'étude au cas par cas des constructions achevées, ou non, et la régularisation

ainsi que le problème des constructions achevées mais vulnérables dans leurs fondations, restent encore problématiques.

Sans omettre l'acuité du problème du vieux bâti, dont la réhabilitation reste encore en suspens, ainsi que la nécessité d'une mobilisation effective des autorités locales. Cela dans le contexte où la gestion urbanistique et foncière a longtemps fait défaut, marquée par l'anarchie, la prévalence du fait accompli et l'absence même du permis de construire pour les infrastructures d'utilité publique dans 80% des cas, selon un autre débattant.

Comme se pose le problème du financement des constructions inachevées, dont le nombre avoisine plus d'un million selon le prési-

dent du Cnea, Abdelhamid Boudaoud. Ce dernier propose, en ce sens, de prêter à 0% ou 1% d'intérêt aux constructeurs privés démunis qui veulent parachèver leurs constructions.

Soit un prêt «social», selon l'architecte-ingénieur Lounaci Saïd, au moins pour financer l'achèvement et l'aménagement des façades, sur la base de l'identification des matériaux adéquats, notamment.

C. B.

## Décès

Les familles Merdjani et Talbi, parents et alliés ont la douleur de faire part du décès de **M<sup>me</sup> V<sup>me</sup> Merdjani Bachir née Talbi Aïcha**, survenu le 16 juin 2009. L'enterrement a eu lieu le 16 juin 2009.